

 **INSPECTION
DU TRAVAIL
ET DES MINES**

Goblet Lavandier & Associés
Ingénieurs-Conseils S.A.

Entrée: 19. 10. 2022

Distribué: BOR

V/Réf.:

Recommandée

GOBLET LAVANDIER & ASSOCIES SA
53, RUE GABRIEL LIPPMANN
L-6947 NIEDERANVEN

N° dossier: 3A/2022/3555/167

A indiquer lors de toute correspondance s.v.p.

Dossier suivi par: Monsieur Branko DEKIC

Tél: 247-76100 Email : branko.dekic@itm.etat.lu

Objet : Demande d'autorisation du 9 septembre 2022 relative à la modification des compresseurs à Foetz, rue de l'Industrie, pour le compte de la société BB DISTRILUX MEDIAIR.

Mesdames, Messieurs,

Par la présente j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'arrêté N° 3A/2022/3555/167 du 17 octobre 2022 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire relatif à la demande précitée.

Les publications, le cas échéant, reprises dans l'autorisation précitée sont accessibles sur le site internet de l'Inspection du travail et des mines sous :

<https://itm.public.lu/fr/securite-sante-travail/etablissements-classes/conditions-types.html>

Pour le Directeur,



Nuno Neves

Inspecteur en chef du travail



Luxembourg, le 17 OCT. 2022

AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 3A/2022/3555/167

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,

Vu l'arrêté ministériel N° 3A/2022/1332/167 du 21 juin 2022 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire autorisant la SARL BB DISTRILUX MEDIAIR à l'installation et à l'exploitation d'un compresseur, ayant une puissance électrique nominale de 11 kW et une pression de 7,5 bar comprenant un réservoir d'air comprimé de 270 litres (P=11 bar), à Foetz, rue de l'Industrie ;

Vu la demande du 9 septembre 2022 présentée par la SA GOBLET LAVANDIER & ASSOCIÉS INGÉNIEURS-CONSEILS, au nom et pour le compte de la SARL BB DISTRILUX MEDIAIR, aux fins de pouvoir obtenir l'autorisation pour la modification de certaines installations sur son site à l'adresse précitée, que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants :

- remplacement :

- du compresseur ayant une puissance électrique nominale de 11 kW et une pression de 7,5 bar comprenant un réservoir d'air comprimé de 270 litres (P=11 bar) ;

- par :

- 2 compresseurs ayant une puissance électrique nominale unitaire de 7,5 kW et une pression de 8 bar comprenant chacun un réservoir d'air comprimé de 270 litres (P=10 bar) ;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Vu le plan de situation et celui des lieux ;

Considérant que les installations faisant l'objet du présent arrêté ne constituent pas une modification substantielle ayant pour conséquence de créer des dangers ou inconvénients nouveaux ou d'accroître les dangers ou inconvénients existants, que conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée il y a lieu d'actualiser les conditions d'exploitation se rapportant à la modification;

ARRÊTE :

Article 1^{er}: - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation de l'arrêté ministériel N° 3A/2022/1332/167 du 21 juin 2022.

Article 2: - Le présent arrêté est transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à l'Administration communale de Mondercange pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Article 3: - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, un recours contentieux contre la présente décision peut être introduite devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour, sous peine de déchéance, dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur - Ombudsman. Il est à noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

**Pr le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Economie sociale et solidaire**



Pierre HOBSCHUIT
Conseiller de Gouvernement adjoint